

# Un bon bulletin pour Charles Michel, mais il reste du chemin à parcourir

Après deux années de législature, le gouvernement a obtenu des résultats probants sur le plan économique. La situation budgétaire reste, en revanche, préoccupante.

## CROISSANCE

### Ça patine toujours

Après deux années (2012 et 2013) de récession, la croissance belge est repassée dans le vert: +1,3% en 2014 et +1,4% tant en 2015 qu'en 2016. C'est très modeste mais il faut faire avec. Par contre, et c'est une première depuis fort longtemps, la croissance belge est, depuis 2015, inférieure à la moyenne de la zone euro. La faute, d'après les économistes, à un processus d'assainissement budgétaire entamé avec un certain décalage par rapport aux autres pays européens.

## EMPLOI

### Du mieux, enfin!

L'emploi, c'est la grande fierté du gouvernement Michel. Les créations d'emplois ont renoué avec le niveau glorieux de l'ère Verhofstadt, au début des années 2000. En 2015 et 2016, ce sont près de 90.000 emplois supplémentaires qui devraient voir le jour. C'est le résultat du tax shift, une opération qui vise à alléger les charges sur les salaires en les transférant sur d'autres sources de revenus (capital, environnement, etc.). Mais ce bilan positif cache toutefois quelques «entourloupes». Si le chômage a diminué, ce n'est pas seulement grâce aux créations d'emplois. C'est aussi le résultat de l'exclusion d'un certain nombre de chômeurs de longue durée. La preuve, c'est la très forte progression du nombre de bénéficiaires du revenu d'intégration. Ces personnes se retrouvent à charge des CPAS et non plus du Fédéral. Bien joué, mais pas très loyal vis-à-vis des pouvoirs locaux. Enfin, on notera que le taux d'emploi est resté bloqué aux alentours de 67% de la population active alors que l'objectif européen est de 70%. C'est que, en même temps que des emplois ont été créés, d'autres personnes sont venues rejoindre le marché du travail, dont plusieurs milliers de réfugiés.

## PRIX

### Compétitivité retrouvée

Le gouvernement Michel peut s'enorgueillir d'avoir gommé le handicap salarial par rapport à nos trois voisins (France, Allemagne et Pays-Bas). C'est le résultat des baisses de charges patronales et du saut d'index. Les esprits chagrins signaleront qu'il subsiste encore un handicap historique de 10% qui préexistait à la loi de 1996. L'inflation, par contre, est anormalement élevée. Surtout si on rapporte celle-ci à la croissance économique faiblarde. C'est d'autant plus paradoxal que la Banque centrale européenne redoute une inflation trop basse dans la zone euro. L'inflation belge devrait culminer à 2% cette année alors qu'elle n'atteint même pas 0,5% dans la zone euro. Le phénomène s'explique essentiellement par quelques nouvelles taxes: relèvement de la TVA de 6% à 21% sur l'électricité, Turteltaks pour couvrir les certificats verts en Flandre et hausse du minerval dans les universités flamandes.

## POUVOIR D'ACHAT

### Le consommateur garde le moral


Si le moral des consommateurs belges s'est étonnamment bien maintenu en dépit de la faible croissance, c'est parce que le revenu disponible a bien progressé ces deux dernières années. Étonnant compte tenu du saut d'index. C'est le résultat de différentes mesures (fiscales surtout) visant à soutenir le pouvoir d'achat. Même si le Fédéral est régulièrement contrarié par les Régions et les pouvoirs locaux (surtout en Flandre) qui se sont lancés dans des hausses d'impôts qui frappent les personnes physiques et épargnent les entreprises.

## FINANCES PUBLIQUES

### Un puits sans fond

C'est le gros point noir (ou rouge) sur le bulletin de Charles Michel. En dépit des ajustements successifs, pas moyen de ramener le budget dans les clous du Pacte européen de stabilité. La faute à une croissance molle, à des estimations de recettes généralement trop optimistes et à quelques imprévus (dépenses de sécurité et frais d'accueil des réfugiés). La faute peut-être aussi à un effort d'assainissement mal réparti, l'essentiel des charges étant supporté par les classes moyennes, tandis que les hauts revenus et les rentiers sont peu ou pas sollicités. L'équipe Michel mérite d'autant plus un bonnet d'âne sur ce point que les taux n'ont cessé de diminuer, ce qui devrait mécaniquement pousser vers le bas le financement de la dette. Gare donc à une éventuelle (et inéluctable) remontée des taux...

**Bulletin de notes  
de l'élève Charles Michel**



Matières	2014	2015	2016	
<b>Croissance</b>				
<b>PIB belge</b>	<b>1,30%</b>	<b>1,40%</b>	<b>1,40%</b>	😊
PIB zone euro	<b>0,90%</b>	<b>1,70%</b>	<b>1,60%</b>	😊
<b>Emploi</b>				
Créations d'emplois	<b>15.600</b>	<b>41.400</b>	<b>45.600</b>	😊
Chômeurs	<b>597.774</b>	<b>578.526</b>	<b>564.504</b>	😊
Bénéficiaires du revenu d'intégration	<b>100.861</b>	<b>115.137</b>	<b>124.657</b>	😞
Taux d'emploi	<b>67,30%</b>	<b>67,10%</b>	<b>67,30%</b>	😞
<b>Prix</b>				
Inflation	<b>0,30%</b>	<b>0,60%</b>	<b>2,00%</b>	😞
Coûts salariaux par unité produite	<b>-0,30%</b>	<b>-0,40%</b>	<b>-0,10%</b>	😊
Handicap salarial (par rapport aux 3 voisins)	<b>2,90%</b>	<b>0,70%</b>	<b>-0,30%</b>	😊
<b>Pouvoir d'achat</b>				
Revenu disponible des ménages	<b>0,50%</b>	<b>1,10%</b>	<b>1,40%</b>	😊
<b>Finances publiques</b>				
Déficit	<b>-3,10%</b>	<b>-2,90%</b>	<b>-2,90%</b>	😞
Endettement	<b>106,70%</b>	<b>106,90%</b>	<b>107,30%</b>	😞
Taux d'intérêt (OLO 10 ans)	<b>1,70%</b>	<b>0,80%</b>	<b>0,40%</b>	😊